

Analyse de l'arrêt des activités de l'USAID dans le domaine des migrations en Mauritanie

Policy Brief

17 novembre 2025

Public

[Marta ALONSO CABRE]



Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

[Marta ALONSO CABRE] (17 novembre 2025), Analyse de l'arrêt des activités de l'USAID dans le domaine de l'écosystème des migrations en Mauritanie, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas.

<https://pasas-minka.fr>

SOMMAIRE

1 - RESUME EXECUTIF	4
2 - CONSTAT/CONTEXTE	5
3 - IMPACTS DE L'ARRET DES ACTIVITES	7
4 - ENJEUX STRATEGIQUES	13
5 - PISTES DE REPONSE / RECOMMANDATIONS.....	14
6 - REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	16

1 - RESUME EXECUTIF

Le retrait de l'USAID de Mauritanie a fragilisé des programmes clés liés à la migration, notamment dans l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection des réfugiés. Si son implantation restait limitée par rapport à d'autres bailleurs, ses interventions avaient contribué à renforcer la résilience des jeunes, prévenir l'extrémisme violent et soutenir les communautés réfugiées. Son départ crée un vide partiellement comblé par de nouveaux et anciens partenaires (UE, HCR, KOICA, coopération Italienne...), mais expose les communes à une forte dépendance et à une coordination encore insuffisante. Une stratégie nationale de diversification des partenariats, d'implication locale et de consolidation des acquis s'avère urgente.

Ce tableau récapitule l'impact de la suspension d'USAID, et précise les programmes concernés en Mauritanie :

PROJET	MONTANT (FINANCEMENT USAID)	EXECUTANT	LANCEMENT	BUT
Nafaoore	17 millions \$	Mercy Corps	Février 2023	Renforcer la résilience face à l'extrémisme violent dans les régions de Nouakchott, du Trarza, du Hodh Gharbi et du Hodh Chargui.
Deenka,	710.000 \$	UNICEF	Décembre 2022	Prévention et protection des adolescents contre le mariage des enfants en Mauritanie

2 - CONSTAT/CONTEXTE

Constat / Contexte :

- L'USAID est intervenue en Mauritanie dans la santé, l'éducation, la gouvernance et la migration.
- Programmes phares : **Nafore** (jeunes et prévention de la radicalisation, 17 M USD), **Tamkeen** (cohésion sociale, 7 M USD).
- Partenariats : ONG locales (AGD, EPAM, AMPME), Mercy Corps, FHI 360, OIT, HCR, etc.
- Présence institutionnelle réduite : un petit bureau dépendant de Dakar, financements moindres comparés aux pays voisins.
- Retrait en 2025 dans un contexte de coupes budgétaires et réorientations stratégiques.

- **Importance de l'écosystème migratoire en Mauritanie : position géographique, rôle de hub, enjeux sahélo-sahariens.**

Longtemps considérée comme un simple pays de transit vers l'Europe, la Mauritanie s'impose aujourd'hui comme un véritable carrefour migratoire en Afrique de l'Ouest. Sa position géographique, au croisement du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique subsaharienne, combinée à son ouverture sur l'Atlantique, en fait un hub majeur reliant les routes sahéliennes aux traversées maritimes vers les Canaries.

Cette centralité est le fruit de plusieurs dynamiques convergentes : l'insécurité persistante et les crises climatiques au Sahel, le durcissement des contrôles frontaliers au Maroc, et la multiplication des accords conclus avec l'Union européenne. Dans ce contexte, la Mauritanie n'est plus seulement un pays de passage. De plus en plus de migrants choisissent d'y rester, trouvant des opportunités dans l'économie informelle, la pêche ou encore le bâtiment, principalement à Nouakchott, Nouadhibou et Bassikounou. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime ainsi à 1 800 le nombre d'entrées mensuelles depuis début 2024. Cette sédentarisation accélère la croissance urbaine et accentue la pression sur des services sociaux déjà fragiles tels que la santé, l'éducation et le logement. Le camp de réfugiés de Mbera, au Hodh El Chargui, près de Bassikounou, illustre à lui seul cette transformation profonde. Depuis plus d'une décennie, la Mauritanie accueille un nombre croissant de réfugiés maliens fuyant l'insécurité, les violences intercommunautaires et l'instabilité persistante au Mali. La région du Hodh EL Chargui, à l'est du pays, constitue le principal point d'entrée et d'installation de ces populations déplacées. Les estimations récentes du HCR (2024)¹ indiquent que la Mauritanie accueille entre 240 000 et 260 000 réfugiés maliens. Parmi eux, environ 110 000 personnes vivent dans le camp de Mbera, l'un des plus vastes camps de réfugiés du Sahel. Plus de 130 000 autres réfugiés sont installés au sein des communautés hôtes environnantes, une situation qui exerce une pression croissante sur les services sociaux, les infrastructures et les ressources locales.

La Mauritanie est ainsi devenue à la fois pays d'accueil, de transit et de départ. Depuis 2024, elle s'est affirmée comme le principal point d'embarquement vers les Canaries, avec plus de 25 000 départs recensés en une seule année². Mais cette route reste parmi les plus périlleuses :

¹ Mauritania Country profile, UNHCR : <https://data.unhcr.org/en/country/mrt>

² Informe de seguridad nacional 2024, Departamento de seguridad nacional (Espagne) : <https://www.dsn.gob.es/sites/default/files/2025-05/IASN2024%20ACCESIBLE.pdf> (p. 216)

plus de 500 migrants y ont perdu la vie en 2024. En 2025, les départs de pirogues depuis la Mauritanie vers les Canaries ont fortement diminué par rapport à 2024. Cette baisse résulte principalement d'un renforcement massif du contrôle maritime et terrestre, avec plus de 50 pirogues interceptées et plus de 2 000 personnes arrêtées par la garde-côte et l'armée de mer au premier semestre. La coopération sécuritaire avec l'Espagne, incluant patrouilles conjointes, soutien technique et financement, a également contribué à augmenter le taux d'interception avant même le départ des embarcations.

Face à cette situation, l'Union européenne a choisi de renforcer son partenariat avec Nouakchott. En février 2025, un accord a été signé prévoyant 210 millions d'euros dans le cadre de l'initiative Global Gateway. Ces fonds visent à soutenir la gestion migratoire, à lutter contre la traite et à investir dans l'emploi et l'énergie. Le partenariat repose sur cinq axes principaux : la création d'emplois et la formation des jeunes, la protection et l'asile pour les réfugiés et les populations vulnérables, la promotion de voies de migration légales, la prévention de la migration irrégulière et le renforcement du contrôle des frontières en coopération avec Frontex. Cette coopération n'est cependant pas exempte de critiques. De nombreuses ONG dénoncent une externalisation des frontières européennes qui contraint les migrants à emprunter des routes de plus en plus dangereuses, avec un risque accru de violations des droits humains. Les débats qui en découlent rappellent ceux déjà suscités par les accords conclus entre l'Union européenne et la Tunisie, l'Égypte ou encore la Libye.

Dans ce contexte, la Mauritanie cherche à trouver un équilibre entre coopération internationale et affirmation de sa souveraineté. Elle plaide pour une responsabilité partagée et pour des solutions durables, centrées sur le développement local et l'emploi des jeunes. L'expérience du camp de Mbera montre par ailleurs l'importance d'une approche territoriale et intégrée, mobilisant à la fois les agences des Nations unies, les coopérations bilatérales, les ONG internationales et locales, ainsi que les communautés hôtes elles-mêmes. Ainsi, la Mauritanie apparaît désormais au cœur d'un écosystème migratoire en pleine mutation, façonné par les dynamiques régionales du Sahel autant que par les politiques européennes d'externalisation des frontières.

• **Coopération avec l'USAID : état des lieux**

L'USAID (United States Agency for International Development), agence américaine d'aide au développement, a soutenu la Mauritanie dans divers domaines tels que la santé, l'éducation, la gouvernance et la migration. Dans ce dernier secteur, elle a contribué à la protection des réfugiés et des migrants vulnérables, souvent en partenariat avec des agences onusiennes. Son action a également renforcé les capacités institutionnelles du gouvernement mauritanien, notamment en matière de gestion migratoire et de respect des droits humains. En Mauritanie, l'USAID a mis en œuvre plusieurs programmes phares, notamment Nafuore et Tamkeen, centrés sur la jeunesse, la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent.

Cependant, sa présence est restée limitée : pas de mission permanente, seulement un petit bureau à Nouakchott (deux personnes), placé sous la supervision de la mission régionale de Dakar. Parmi les pays du Sahel sans mission USAID, la Mauritanie recevait les financements les plus faibles. Au moment du retrait, seuls le programme Nafuore et quelques projets de santé via l'UNICEF étaient actifs. Selon un ancien employé, l'impact financier de ce départ a donc été relativement limité, et aucun dispositif n'a été prévu pour combler le vide laissé.

Le programme Nafuore (2022–2024), doté de 17 millions USD et piloté par Mercy Corps, visait à renforcer la résilience des jeunes vulnérables dans les régions de Nouakchott, Trarza, Hodh El Gharbi et Hodh El Chargui. Axé sur le développement positif des jeunes (*Positive Youth Development*), il proposait des formations professionnelles (TIC, agriculture, pêche, tourisme) et des activités de cohésion sociale. Sa mise en œuvre reposait sur un réseau de partenaires locaux,

dont l'Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD) et l'ONG EPAM. Plusieurs activités – telles que des formations en culture citoyenne ou des programmes sur l'employabilité – ont été interrompues avant leur achèvement, faute de financement. Des associations comme EPAM ont expliqué qu'elles n'avaient pas cherché d'autres financements pour mener les projets à terme. Ceux-ci seraient donc abandonnés, au moins temporairement.

Le programme Tamkeen, lancé en 2021 par FHI 360 avec un budget de 7 millions USD sur cinq ans, visait à promouvoir la cohésion sociale en créant des réseaux communautaires de jeunes, de femmes et de personnes vulnérables. Il a impliqué des partenaires tels que l'Association Mauritanienne pour la Protection de la Mère et de l'Enfant (AMPME) et l'ONG FARAFINA, ainsi que des leaders religieux engagés dans la diffusion de messages de paix. Certaines initiatives, comme la mise en place d'un centre d'accueil pour jeunes, ont été gelées en raison de la suspension des financements. Le centre n'a pas encore été créé, mais il serait hasardeux d'en conclure qu'il ne le sera jamais, la concrétisation du projet dépendant essentiellement des potentiels financements futurs.

Outre ces programmes, l'USAID a également financé des projets dans l'éducation et la sécurité alimentaire. Elle a par exemple soutenu la construction d'un lycée et de logements pour enseignants à Fassale, et promu les approches HIMO (*Haute Intensité de Main-d'œuvre*), combinant création d'emplois et infrastructures locales. Ces interventions, menées avec le HCR, le BIT et divers bureaux d'études, étaient perçues comme solides et utiles, bien que l'absence de lien direct entre USAID et la population ait limité leur visibilité et leur appropriation.

3 - IMPACTS DE L'ARRET DES ACTIVITES

Impacts du retrait de l'USAID:

- Macro (national / sectoriel):
 - Suspension brutale de l'ensemble des programmes en cours.
 - Perte d'appuis pour la jeunesse, la cohésion sociale et la protection des migrants.
 - Fragilisation des ONG locales dépendantes d'USAID.
 - Risque accru de violations des droits des migrants (détentions arbitraires, expulsions collectives documentées par HRW).
- Micro (local / communal):
 - Forte dépendance à l'aide humanitaire, sans plan local de réorganisation.
 - Impacts différenciés : certaines zones ont été très touchées, notamment dans l'éducation et la sécurité alimentaire, tandis que d'autres ont ressenti des effets plus limités.
 - Conséquences sociales directes : pertes d'emplois liés aux projets, interruption de programmes structurants, frustration des bénéficiaires face à l'arrêt brutal.
 - Effets indirects sur des partenaires de mise en œuvre (HCR, BIT), entraînant une réduction des services ou activités locales.
 - Perception contrastée : au Hodh El Chargui, dans certaines localités, confiance dans la relève par d'autres bailleurs ; ailleurs, découragement politique et incompréhension des populations.

L'absence de l'USAID en Mauritanie a affaibli les structures de soutien aux migrants, limité les efforts de prévention de l'extrémisme violent et accru les risques de violations des droits humains. Cette situation met en lumière la nécessité d'une coopération internationale continue, garantissant une gestion migratoire à la fois efficace et respectueuse des droits des personnes.

Le cas du programme Nafore, mis en œuvre par Mercy Corps, illustre bien ces enjeux. Selon une ancienne employée, l'interruption brutale des financements a eu des effets immédiats et concrets : des jeunes bénéficiaires se sont retrouvés sans suivi, leurs parcours socio-éducatifs et économiques interrompus, et les activités de Mercy Corps ont progressivement cessé. Cet arrêt soudain révèle la fragilité d'un modèle reposant sur un bailleur unique, compromettant la durabilité des acquis. Les risques identifiés par l'organisation incluent la dégradation de la situation humanitaire des jeunes vulnérables, l'affaiblissement des mécanismes de protection (tels que *Do No Harm*, numéro vert, filets de sécurité) et la fragilisation de la cohésion sociale.

L'expérience de Mercy Corps³ a également mis en évidence des dysfonctionnements organisationnels : décisions prises de manière isolée, activités lancées dans la précipitation, succession de trois directeurs pays en deux ans, chacun imposant de nouvelles orientations, et climat de travail marqué par la surcharge des équipes et l'absence de soutien psychosocial. Ces difficultés soulignent l'importance d'un management transparent et stable, mais aussi de la sécurisation d'un statut légal ou d'un accord de siège pour garantir la légitimité et la continuité des interventions.

Malgré ces contraintes, Nafore a produit des résultats tangibles : formations professionnelles, activités génératrices de revenus, espaces de dialogue communautaire et plusieurs cas de réintégration socioprofessionnelle. Les partenaires locaux et les bénéficiaires reconnaissent ces effets positifs, tout en pointant la grande fragilité du programme face au retrait des financements et à l'absence de continuité institutionnelle. Pour atténuer les effets de cette coupure, Mercy Corps avait amorcé un transfert progressif des responsabilités aux acteurs nationaux, via la formation de coopératives locales et la documentation des outils et procédures. Toutefois, ces mesures n'ont pas suffi à compenser l'arrêt brutal du financement.

De cette expérience émergent plusieurs enseignements : la nécessité de diversifier les sources de financement pour réduire la dépendance à un seul bailleur ; de sécuriser un accord institutionnel solide renforçant la légitimité des ONG ; d'investir davantage dans la protection des bénéficiaires et l'intégration GESI (équité de genre et inclusion sociale) avec des budgets dédiés ; et de soutenir concrètement les équipes locales, en adaptant les charges de travail et en offrant un appui psychosocial. À cela s'ajoute l'importance de formaliser les passations, de renforcer les coalitions locales et de promouvoir un management transparent et structurant.

En somme, le programme Nafore a démontré qu'une intervention ciblée pouvait avoir un impact positif sur la jeunesse vulnérable en Mauritanie. Mais sa dépendance à un bailleur unique, ses faiblesses organisationnelles et l'absence d'ancrage institutionnel ont compromis sa pérennité. Le retrait de l'USAID souligne la nécessité urgente de mettre en place un modèle d'aide diversifié, transparent et durable, associant autorités nationales, ONG locales et partenaires internationaux, afin de consolider les acquis et d'assurer une réponse humanitaire stable et efficace.

Le retrait de l'USAID a eu un impact notable sur les acteurs internationaux en Mauritanie, notamment les agences des Nations Unies et les ONG dépendantes de ses financements.

L'OIM, auparavant financée par l'USAID à travers le programme *Food for Peace* et des initiatives de santé et de soutien psychosocial, a dû réorienter ses priorités après le départ de ce

³ Éléments issus d'une série d'entretiens anonymes conduit au cours de la préparation de ce papier de recherche.

bailleur. L'organisation s'est tournée vers l'Union européenne et d'autres partenaires pour maintenir ses programmes, en mettant l'accent sur la gouvernance migratoire, l'assistance au retour volontaire et l'insertion socio-économique des migrants. Cette transition, bien que réussie, a entraîné un ralentissement temporaire de certaines activités et accru la pression institutionnelle.

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), fortement impliqué dans la gestion du camp de Mbera et dans le soutien aux communautés hôtes, a également ressenti le retrait de l'USAID, qui finançait certains de ses programmes de protection et de résilience. L'agence a dû diversifier ses partenaires, en s'appuyant davantage sur l'Union européenne, la coopération coréenne (KOICA) et d'autres donateurs bilatéraux.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), qui bénéficiait de financements USAID via *Food for Peace*, a vu son enveloppe réduite, affectant l'assistance alimentaire et les transferts en espèces pour les populations vulnérables et les réfugiés, dans un contexte d'insécurité alimentaire chronique au Hodh Chargi.

La suspension du financement américain a entraîné la perte d'un partenaire important — bien que non majeur — pour les programmes de santé, d'éducation et de jeunesse de l'UNICEF en Mauritanie, notamment dans le cadre de l'initiative Nafuore. Cette réduction de l'appui financier de l'USAID a contraint l'UNICEF à revoir ses priorités et à réduire ou différer certains projets pilotes. Au moment de la suspension, un projet clé financé par l'USAID, d'un montant total de 1,5 million de dollars, était en cours : Deenka, un programme de prévention du mariage des filles dans les régions du Guidimakha et du Hodh Ech Chargui. Initialement prévu jusqu'au 28 février 2025, l'UNICEF avait sollicité une extension de six mois afin de compenser le retard dans le décaissement des fonds. Lors de la suspension, environ 200 000 dollars restaient disponibles. Grâce à ses ressources propres, l'UNICEF a pu assurer la continuité des activités et atteindre les résultats escomptés, malgré le retrait du financement américain.

Dans l'ensemble, le retrait de l'USAID a réduit les ressources disponibles et accentué la fragmentation des interventions. Les organisations ont dû rechercher de nouveaux financements en urgence, multipliant parfois les chevauchements et limitant la cohérence des actions. Même si l'Union européenne, KOICA et d'autres bailleurs ont partiellement comblé le vide, des ruptures temporaires dans la continuité des services ont eu lieu, affectant migrants, réfugiés et communautés hôtes.

L'OIM, acteur central de l'écosystème migratoire en Mauritanie, a reçu directement de l'USAID 900 000 USD en 2020 via le programme *Food for Peace* pour des actions de sécurité alimentaire, ainsi que 269 000 USD pour l'assistance médicale et psychosociale des migrants à Nouadhibou et Nouakchott. Après le retrait de l'USAID, l'OIM a diversifié ses financements en s'adressant à l'UE, au Danemark et au Japon.

En 2023, elle a lancé un projet majeur : « Renforcement de la gouvernance migratoire en Mauritanie et mise en œuvre du Plan d'action de la Stratégie Nationale de Gestion des Migrations (SNGM) », doté de 4,5 millions d'euros sur 36 mois. Ses objectifs incluaient :

- l'appui au ministère de l'Intérieur pour la coordination migratoire,
- l'amélioration de l'analyse des flux,
- le renforcement des capacités de gestion des frontières,
- la protection des migrants selon les standards internationaux,
- l'implication de la diaspora dans le développement socio-économique.

Parallèlement, l'OIM a ajusté ses priorités opérationnelles vers :

- l'assistance au retour volontaire et à la réintégration des migrants venant d'Algérie et du Maroc,
- le soutien médical et psychosocial aux migrants vulnérables,
- la promotion de l'entrepreneuriat et des initiatives communautaires pour l'insertion socio-économique.

Grâce à cette diversification, l'OIM aurait comblé le vide laissé par l'USAID et maintenu une présence solide en Mauritanie.

Un autre acteur clé est la FIAPP (Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas), agence publique espagnole spécialisée dans le renforcement institutionnel. Depuis 2021, elle met en œuvre le projet européen POC Mauritanie (Partenariat Opérationnel Conjoint), financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE (4,5 millions d'euros). L'objectif est de renforcer les capacités des autorités mauritaniennes à lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et à améliorer la gestion de la migration irrégulière. Contrairement à l'OIM, la FIAPP dépend uniquement de financements européens pour ses activités dans le pays.

Si on s'attarde sur les ONG locales, l'Organisation des Migrants de Nouadhibou (OMN) est une association communautaire locale qui accompagne les migrants subsahariens transitant par ce point clé de la route migratoire vers l'Europe. Elle propose des services d'orientation, de sensibilisation et de soutien psychosocial. Bien qu'ayant bénéficié indirectement de projets soutenus par l'USAID, l'OMN dépend désormais principalement de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui finance ses activités via la distribution de kits alimentaires, le développement d'activités génératrices de revenus (AGR) et l'amélioration de l'accès aux soins.

• **Sur les services de l'État mauritanien (capacités, coordination, financement).**

La coopération entre l'USAID et les autorités mauritaniennes avait permis de mettre en œuvre des politiques migratoires respectueuses des droits humains. Le départ de cette agence risque d'isoler la Mauritanie dans ses efforts pour gérer efficacement les flux migratoires tout en garantissant les droits fondamentaux.

Selon le maire de Mégvé (Hodh Ech Charghi), Abdellahi Sidi, certains projets du Bureau of Population, Refugees, and Migration (BPRM) étaient perçus⁴ comme des financements de l'USAID, principalement dans le secteur éducatif via des programmes du Bureau International du Travail (BIT). L'USAID n'intervenait pas directement auprès des populations locales, ce qui a limité les discussions sur les conséquences de son retrait. Néanmoins, le maire a constaté le licenciement de certains employés et une légère dégradation de la situation humanitaire, bien que limitée dans sa commune. Selon lui, les principaux risques concernent une réduction générale des financements et des projets, en particulier dans le secteur de l'éducation au bénéfice des réfugiés. Cependant, il minimise l'impact global en soulignant l'arrivée de bailleurs de remplacement et note que le départ de l'USAID n'était pas une surprise, anticipé depuis l'élection de Donald Trump. Il recommande que le gouvernement diversifie ses partenariats et souligne que le HCR pourrait atténuer le vide laissé par l'USAID, tandis qu'une coordination renforcée, soutenue par un programme de résilience gouvernemental, devrait viser une planification plus réaliste.

Le maire de Dhar (Hodh Ech Charghi), Dr. Hanene, indique qu'aucune intervention directe de

⁴ Les bénéficiaires ont souvent une connaissance limitée de la provenance des fonds soutenant les programmes. Comme l'a indiqué Monsieur le Maire, certains financements, qui n'étaient pas attribués par l'USAID, étaient néanmoins perçus comme tels par la population.

L'USAID n'a eu lieu dans sa commune. Toutefois, certaines organisations partenaires, comme le HCR et le BIT, ont été affectées par le retrait des financements américains. Le gouvernement dispose de plans alternatifs, notamment le programme « Al-Soumoud, Résilience pour la prévention de l'extrémisme violent et le soutien aux citoyens » destiné à renforcer la résilience du Hodh Ech Charghi. Toutefois, aucune initiative locale spécifique n'a été signalée pour compenser cette perte, et la population continue de considérer l'aide américaine comme essentielle.

Pour sa part, le maire de Fassale (Hodh Ech Chargui), Cheikhna Abdellah, rappelle que l'USAID avait financé la construction d'un lycée et de logements pour le personnel éducatif, principalement dans les secteurs de l'éducation et de la sécurité alimentaire, avec le soutien d'acteurs tels que l'OIT, le HCR et divers bureaux d'études. La population percevait ces projets comme solides et directement bénéfiques pour les initiatives locales. Depuis l'arrêt des financements, il observe une dégradation de la situation humanitaire, marquée par la perte de ressources et de projets, notamment les initiatives HIMO, qui combinaient création d'emplois et construction d'infrastructures. Les autorités locales se disent découragées par la perte de ce partenaire majeur, dont la conséquence principale est la réduction des financements. En réponse, le gouvernement a renforcé le programme Al-Soumoud comme alternative. Cependant, les bénéficiaires restent perplexes face à l'arrêt brutal de certains projets et espèrent une reprise des programmes de l'USAID. Le maire souligne également l'arrivée de nouveaux partenaires, tels que la KOICA et la coopération italienne. En février 2024, la KOICA a signé un accord de financement de 4 millions de dollars avec le HCR pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil du Hodh Ech Charghi. Par ailleurs, d'après le maire, le gouvernement a repris en main certaines thématiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp de réfugiés de Mbera, afin de limiter l'impact du retrait américain. En effet, le gouvernement a lancé un nombre important de projets dans la wilaya du Hodh El Chargui afin de renforcer le développement local. Pour améliorer leur efficacité et suivre leur mise en œuvre, une cellule de coordination, de suivi et d'évaluation a été créée. Elle coordonne et évalue les projets dans le cadre de la stratégie régionale de croissance accélérée et de prospérité partagée, tout en renforçant les capacités des autorités régionales, des collectivités locales et des acteurs du développement local. Ces projets intègrent également la promotion de la coexistence pacifique entre réfugiés et populations locales, comme en témoignent des programmes intitulés *Coexistence*, *Intégration* ou *Dignité*. Bien que financés par plusieurs partenaires internationaux — Banque mondiale, Nations Unies, AFD, BAD, Union européenne, gouvernement allemand, etc. — le coordinateur de la cellule souligne que le gouvernement mauritanien reste le principal bailleur, avec des initiatives majeures comme le programme *Soumoud* (Résilience), financé sur fonds nationaux.

Enfin, selon le Hakem de Bassikounou, c'est-à-dire le chef du département (moughataa) qui représente le gouvernement dans cette circonscription et qu'on traduit parfois en français par « préfet », la suspension de l'aide américaine a entraîné une baisse notable des interventions, poussant les autorités à rechercher de nouveaux partenariats, notamment en Europe et dans le monde arabe. Malgré le lancement du programme gouvernemental *Al-Soumoud*, la moughataa reste fortement dépendante de l'aide humanitaire et sans plan local de réorganisation.

- **Sur les populations migrantes et déplacées (protection, accès aux droits, vulnérabilités).**

L'USAID jouait un rôle central dans l'assistance humanitaire aux réfugiés et migrants, notamment ceux en provenance du Mali, en fournissant des services essentiels dans les domaines de la santé, du logement et de l'éducation. Son retrait a créé un vide significatif, aggravant les conditions de vie des populations vulnérables et augmentant leur exposition aux risques.

Le départ de l'USAID est survenu parallèlement à un renforcement des contrôles migratoires en Mauritanie, où des rapports ont documenté des abus tels que détentions arbitraires, expulsions collectives et violences physiques à l'encontre des migrants. Sans le soutien américain pour renforcer les capacités institutionnelles et promouvoir la bonne gouvernance, ces violations risquent de perdurer et de s'aggraver. Selon le rapport Human Rights World (HRW) d'août 2025, le financement européen visant à réduire les départs vers l'Europe a contribué à instaurer un système de contrôle migratoire répressif, exposant les migrants à des abus graves. La Mauritanie, sous forte pression externe, est devenue un hub migratoire où la sécurité et les droits humains sont en tension, nécessitant une surveillance et une coopération internationale renforcées pour protéger les populations vulnérables.

Entre 2020 et début 2025, HRW a ainsi recensé de multiples violations à l'encontre des migrants :

- Abus physiques et psychologiques : tortures, viols, sévices corporels, arrestations arbitraires, extorsions.
- Expulsions sommaires et collectives : refoulement vers des zones isolées aux frontières du Sénégal et du Mali, avec un accès limité à l'aide humanitaire.
- Conditions de détention inhumaines : manque de nourriture, hygiène insuffisante, violences infligées par les gardiens.
- Discrimination raciale : migrants noirs victimes de traitements discriminatoires par des agents majoritairement Beidanes.
- Groupes vulnérables touchés : femmes, enfants, migrants réguliers et irréguliers.
- Chiffres clés : estimation de 28 000 expulsions en 2025 (non confirmée par les autorités).

HRW critique l'externalisation du contrôle migratoire vers la Mauritanie, soulignant que les financements européens ont renforcé des pratiques coercitives pour réduire les flux, malgré des violations graves des droits humains. Bien qu'une baisse des arrivées aux Canaries ait été observée au premier semestre 2025 (-46 % par rapport à la même période en 2024), elle s'est faite au prix de violations significatives des droits des migrants.

Le rapport formule plusieurs recommandations :

- Renforcer la formation des forces de sécurité sur les droits des migrants et les normes internationales.
- Mettre en place un mécanisme d'enquête indépendant pour documenter et sanctionner les abus.
- Assurer un suivi continu des conditions de détention et des expulsions.
- Reconnaître et renforcer les réformes récentes ayant amélioré certains aspects de la gouvernance migratoire.

Par ailleurs, le Bureau of Population, Refugees, and Migration (BPRM) finançait près de 44 % de l'aide globale destinée aux réfugiés en Mauritanie. Contrairement à l'USAID, qui soutient les politiques de développement des États, le BPRM fournissait une aide directe aux populations réfugiées. L'arrêt soudain de ce financement a eu des conséquences majeures :

- Suspension des programmes de lutte contre la malnutrition, en particulier pour les mères et les enfants.
- Interruption des activités promouvant la coexistence pacifique entre communautés.
- Suspension des formations professionnelles pour les jeunes, limitant leurs perspectives d'autonomie.
- Ralentissement des services de santé et fragilisation de la sécurité alimentaire dans les camps, en particulier pour les vivres et intrants alimentaires.
- Arrêt des projets environnementaux et climatiques, ainsi que des programmes de protection contre les violences basées sur le genre.
- Licenciements massifs au sein des agences onusiennes, des ONG partenaires et parmi les employés réfugiés.

Cette coupure a profondément désorganisé l'écosystème humanitaire, rompant la synergie entre acteurs gouvernementaux, bailleurs, partenaires d'exécution et réfugiés, compromettant ainsi l'autonomisation, la résilience, la cohésion sociale et la stabilité du territoire. Un membre de la Coordination des réfugiés du camp de Mbera a également indiqué que l'USAID avait pu contribuer indirectement à certaines activités via le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

4 - ENJEUX STRATEGIQUES

- Durabilité : absence de mécanismes pour garantir la continuité des programmes.
- Cohérence : fragmentation des interventions, coordination encore limitée entre bailleurs.
- Droits humains : risque d'aggravation des abus envers migrants et réfugiés.
- Résilience locale : dépendance des communes aux bailleurs extérieurs, manque d'appropriation locale.

Le retrait de l'USAID aggrave plusieurs vulnérabilités structurelles et stratégiques pour la Mauritanie, à la fois en termes de gestion migratoire, de résilience sociale et de sécurité humaine.

1. Dépendance aux bailleurs externes et fragmentation de l'écosystème. L'expérience montre que les programmes dépendant d'un bailleur unique, comme Nafore ou Tamkeen, sont particulièrement fragiles. L'arrêt brutal du financement a provoqué l'interruption de projets de cohésion sociale, de protection des migrants et de sécurité alimentaire, révélant la forte dépendance des ONG locales et des institutions nationales à l'aide extérieure. La fragmentation des interventions et le manque de relais institutionnels locaux accentuent les risques de perte de continuité et d'efficacité.
2. Renforcement nécessaire des capacités nationales. Le départ de l'USAID met en lumière l'importance stratégique de renforcer les capacités institutionnelles locales. La Mauritanie, en tant que hub migratoire sahélo-saharien, doit consolider sa gouvernance migratoire, développer la planification territoriale et sécuriser ses mécanismes de protection des populations vulnérables pour réduire sa dépendance aux bailleurs internationaux.
3. Sécurité humaine et droits fondamentaux. Le retrait coïncide avec un durcissement des contrôles migratoires et des abus documentés (HRW 2025). La pression exercée par certains financements européens pour réduire les flux migratoires risque de provoquer des violations des droits humains et d'exposer les migrants à des risques accrus. L'enjeu stratégique est donc de concilier gestion migratoire, respect des droits humains et sécurité, afin de limiter la vulnérabilité des populations migrantes et déplacées.

4. Diversification des partenariats internationaux. L'arrivée de nouveaux bailleurs (UE, KOICA, coopération italienne) permet de combler partiellement le vide, mais sans coordination et planification stratégique nationale, le risque de chevauchements et d'interventions incohérentes demeure. La diversification des partenaires doit être accompagnée d'une logique de complémentarité et de renforcement des acteurs locaux pour assurer la durabilité des actions.
5. Résilience socio-économique et cohésion communautaire. Les programmes interrompus (Nafoore, Tamkeen, HIMO) illustraient l'impact direct sur la jeunesse, l'emploi, la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent. La fragilisation de ces programmes souligne l'importance stratégique d'intégrer le développement local, la formation professionnelle et les initiatives génératrices de revenus dans une approche systémique liant sécurité, migration et développement.
6. Importance d'un modèle d'aide durable et intégré. L'expérience de l'USAID montre que les projets ayant un impact tangible sur la population (formation, protection, emploi, cohésion sociale) nécessitent un ancrage institutionnel solide et une coordination avec les autorités nationales et les ONG locales. La durabilité de l'aide passe par la formalisation des passations, la documentation des outils, l'inclusion des communautés et la diversification des sources de financement pour éviter la rupture des acquis.

5 - PISTES DE REPONSE / RECOMMANDATIONS

Pour répondre aux vulnérabilités exposées par le retrait de l'USAID, il est essentiel de réduire la dépendance aux financements externes uniques et d'assurer une diversification des partenaires et des sources de financement. Cela implique de renforcer la planification nationale et la capacité de l'État à mobiliser et gérer les ressources, afin de garantir la résilience des programmes face aux fluctuations de l'aide internationale.

Parallèlement, il est crucial de renforcer la gouvernance migratoire et les capacités institutionnelles, en dotant les administrations locales et centrales d'outils, de formations et de procédures claires pour coordonner efficacement la gestion des flux migratoires et la protection des populations vulnérables. Le développement de mécanismes robustes de suivi et d'analyse des flux permettra d'anticiper les crises et d'ajuster les interventions de manière stratégique.

Garantir la continuité des services essentiels pour les migrants et les réfugiés constitue un autre axe prioritaire. Santé, éducation, sécurité alimentaire et protection doivent être maintenus même en cas de retrait ou de réorientation des bailleurs, afin de réduire la vulnérabilité des populations et d'éviter des ruptures dans les programmes d'assistance et de cohésion sociale.

Enfin, il est indispensable de promouvoir une approche intégrée et durable, centrée sur la cohésion sociale et l'inclusion. Les interventions doivent combiner soutien économique, protection des droits, formation des jeunes et engagement des communautés locales, tout en intégrant systématiquement l'équité de genre et l'inclusion sociale. Cette approche favorise non seulement la résilience des bénéficiaires mais renforce également la stabilité sociale et territoriale, en ancrant durablement les acquis des programmes passés.

Recommandations Prioritaires

1. Renforcement des capacités institutionnelles

- Former et outiller le ministère de l'Intérieur et les administrations locales pour la gestion migratoire et la protection des réfugiés.
- Institutionnaliser les procédures de coordination entre services étatiques, ONG et bailleurs.
- Améliorer la collecte et l'analyse des flux migratoires et des besoins des populations vulnérables.

2. Diversification et sécurisation des financements

- Consolider partenariats existants (UE, KOICA, coopération italienne) et explorer de nouveaux bailleurs.
- Réduire la dépendance à un bailleur unique via co-financements et fonds nationaux de contingence (fonds gouvernementaux de réserve).
- Encourager la contribution progressive de l'État aux programmes stratégiques.

3. Protection des droits humains et continuité des services

- Assurer la continuité des services essentiels (santé, logement, éducation).
- Former les forces de sécurité sur les normes internationales et les droits des migrants.
- Mettre en place un mécanisme indépendant de suivi et sanction des violations.

Recommandations secondaires

1. Consolidation des acquis des programmes précédents

- Formaliser les passations des projets interrompus vers ONG locales ou institutions nationales.
- Documenter outils et procédures pour pérenniser les acquis.
- Relancer ou adapter programmes de formation professionnelle et d'activités génératrices de revenus pour la jeunesse.

2. Renforcement de la coordination et intégration locale

- Créer des plateformes multi-acteurs au niveau communal et régional.
- Développer une approche intégrée migration-développement-sécurité alimentaire.
- Mettre en place un suivi et évaluation réguliers avec indicateurs de performance.

3. Approche durable et résiliente

- Favoriser l'appropriation locale et l'implication des bénéficiaires.
- Intégrer systématiquement l'inclusion sociale et l'équité de genre (GESI).
- Anticiper les risques et préparer des plans de contingence pour limiter les ruptures.

6 - REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Les entretiens prévus dans le cadre de cette étude ont été réalisés entre août et novembre 2025.

Ansade & Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2022, octobre). *Enquête sur la migration à Nouakchott*. https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://dtm.iom.int/dtm_download_track/26891%3Ffile%3D1%26amp%3Btype%3Dnode%26amp%3Bid%3D20176&ved=2ahUKEwi4lvqoltuRAxW1UKQEHCnMDGEQFnoECBkQAQ&usg=AOvVaw02DG8bCIWY6-fl__7we5g9

Ba, C. O., & Choplin, A. (2005). Tenter l'aventure par la Mauritanie : migrations transsahariennes et recompositions urbaines. *Autrepart, Cahiers de Sciences Humaines*, 36, 21–42. <http://doi.org/10.3917/autr.036.0021>

Charrière, F., & Frésia, M. (2008). L'Afrique de l'Ouest comme espace migratoire et espace de protection. Retrieved from <http://www.unhcr.org/protect/483d0fb04.html>

Choplin, A. (2008). L'immigré, le migrant, l'allochtone. *Politique Africaine*, 109, 73–90. <http://doi.org/10.3917/polaf.109.0073>

Coulibaly-Tandian, O. K. (2012). La migration des filles mineures en Afrique de l'Ouest : le cas du Sénégal.

Diallo, Y. (2006). Les activités des enfants en Afrique subsaharienne : les enseignements des enquêtes sur le travail des enfants en Afrique de l'Ouest, 30.

DW. (2025, 24 juillet). La Mauritanie au cœur des mouvements migratoires. <https://www.dw.com/fr/migration-mauritanie-ue-espagne-iles-canaries/a-73399885>

European Council on Refugees and Exiles (ECRE). (2024, 16 février). EU External Partners: EU Signs Latest Migration Deal with Mauritania — Frontex's Co-operation with Libyan Coast Guard Despite Evidence of Abuse Exposed. <https://ecre.org/eu-external-partners-eu-signs-latest-migration-deal-with-mauritania-%E2%80%95-frontex-co-operation-with-libyan-coast-guard-despite-evidence-of-abuse-exposed/>

European External Action Service (EEAS). (s.d.). Strengthening migration governance in Mauritania and the implementation of the SNGM Action Plan. https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/strengthening-migration-governance-mauritania-and-implementation-sngm-action-plan_en

Fall, D., & Feneyrol, O. (2011). Quelle protection pour les enfants concernés par la mobilité en Afrique de l'Ouest ?

Gonin, P. (2001). Les migrations venant du Bassin du Fleuve Sénégal vers l'Union européenne. Bruxelles: Colloque "Facteurs d'émigration, politiques d'immigration."

Human Rights Watch. (2025, 27 août). Mauritania: Years of Migration Control Abuses. <https://www.hrw.org/news/2025/08/27/mauritania-years-of-migration-control-abuses>

Massart, G. (2009). Les pratiques de mobilité des enfants et des jeunes en Afrique de l'Ouest. Analyses de leurs motivations et expériences. Retrieved from <http://masscabas.net/pdf/article%20mobilite%20Massart.pdf>

Mohamed Saleh, S. N. (2009). Migration en Mauritanie : Document thématique 2009 Les dimensions sociales de la migration en Mauritanie.

Morocco World News. (2025, 24 mai). *Report: Mauritania becomes main departure point for Spain-bound migrants in 2024*. Morocco World News. Retrieved from <https://www.morocco-worldnews.com/2025/05/203042/report-mauritania-becomes-main-departure-point-for-spain-bound-migrants-in-2024/>

Munsch, T., Powell, W., & Joly, S. (2017). Before the Desert. Conditions and Risks on Mixed Migration Routes through West Africa Insights from the Mixed Migration Monitoring Mechanism initiative (4Mi) in Mali and Niger. Retrieved from <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58470>

Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2017). Support to the Civil Society and the Institutional Actors in the Realm of the Protection of Migrants and Human Rights in Mauritania. <https://www.iom.int/proc-data/Support%20to%20the%20civil%20society%20and%20the%20institutional%20actors%20in%20the%20realm%20of%20the%20protection%20of%20migrants%20and%20human%20rights%20in%20Mauritania>

Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2018). *IOM Mauritania Newsletter: October 2017 – January 2018* [Bulletin]. https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/mision_newsletter/file/IOM-Mauritania-Newsletter-Oct2017-Jan2018-EN.pdf

Ould Mohamed Mahmoud, H. (2025, 5 novembre). Hodh Ech Hodh Chargui : mise en œuvre de multiples programmes de développement pour renforcer le développement et rapprocher les services du citoyen. Agence Mauritanienne d'Information. <https://ami.mr/fr/archives/282415>

Senovilla Hernández, D. (2014). Les migrations indépendantes (en absence d'un cadre familial) de personnes mineures existent depuis toujours. *Jeunes et Mineurs En Mobilité*, 1, 5–7.

Streiff-Fénart, J., & Poutignat, P. (2014). Vivre sur, vivre de la frontière : l'après transit en Mauritanie et au Mali. *Revue Européenne Des Migrations Internationales*, 30(2), 91–111. <http://doi.org/10.3406/remi.1987.1125>

Rapide Info. (2025, 25 juin). Mauritanie : au carrefour des migrations africaines, entre pays de transit et terre d'installation. <https://rapideinfo.mr/mauritanie-pays-de-transit-migrations-installation-analyse-2025/>

Sikngaye, T. I. (2025, 1er juillet). La Mauritanie, nouveau carrefour migratoire de l'Atlantique : entre contrôle sécuritaire et plaidoyer pour une approche solidaire. *Dialogue Migration*. <https://dialoguemigration.com/fr/contribution/la-mauritanie-nouveau-carrefour-migratoire-de-latlantique-entre-contrôle-securitaire-et-plaidoyer-pour-une-proche-solidaire-2/>

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) est financée par le Fonds Paix et Résilience Minka. Elle vise à éclairer les choix stratégiques et opérationnels des acteurs de développement locaux et internationaux, en lien avec les situations de crises et de fragilités au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS se met en œuvre à travers d'un accord-cadre avec le groupement IRD-ICE après appel d'offres international dont le rôle est double : (i) produire des connaissances en réponse à nos enjeux opérationnels de consolidation de la paix au Sahel et (ii) valoriser ces connaissances à travers deux outils principaux : une plateforme numérique, accessible à l'externe, qui accueillera toutes les productions et des

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de PASAS, <https://pasas-minka.fr>.